Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 13 MAI 1836.

EXPOSÉ DES MOTIFS accompagnant le projet de loi relatif aux frais d'appropriation et de construction d'un local pour l'École Vétérinaire.

MESSIEURS,

L'utilité d'une école vétérinaire et d'agriculture est trop bien appréciée pour qu'il soit besoin de la démontrer.

L'école qui existe actuellement à Bruxelles, a été fondée en 1832, sous la protection du Gouvernement : aujourd'hui, la direction entière lui en appartient. La nécessité d'affecter à cet établissement des bâtimens et des terrains convenables nous avait déterminé à entrer en arrangement avec la régence de Bruxelles; des fonds furent demandés et alloués au Budget de 1836, pour un commencement d'exécution; mais, depuis lors, il s'est présenté une occasion d'acheter, pour le compte de l'État, pour un prix et à des conditions favorables, des terrains étendus, très-avantageusement situés, sur lesquels la plus grande partie des bâtimens nécessaires existent déjà (1), et nous avons cru devoir les acquérir provisoirement, sauf à demander les fonds nécessaires (2). Le projet de loi, que nous avons l'honneur de vous présenter, a pour objet d'assurer le premier paiement à effectuer.

Avant de faire cette acquisition, nous nous sommes assuré, par l'avis de médecins, que la localité est salubre; par le rapport des professeurs de l'école vétérinaire, que cette propriété offre tous les avantages désirables pour sa nouvelle destination; par le procès-verbal d'experts, qu'elle vaut au moins le prix qui en était demandé, et, enfin, par des plans et devis d'architectes, que les bâtimens qui s'y trouvent, peuvent facilement, en peu de temps (3) et sans de grands frais, être appropriés à l'usage d'une école vétérinaire et d'agriculture (4).

(1) Voir le plan ci-joint.

(2) Voir les contrats ci-joints.

(3) Pour le mois d'octobre prochain, si l'on peut commencer les travaux dans le courant du présent mois de mai.

(4) Voir les plans et devis ci-joints.

Il nous reste à établir la comparaison entre le projet actuel et le projet primitif, que nous croyons devoir abandonner.

PROJET ACTUEL.

Le Gouvernement paierait, en trois années, pour le prix d'achat du domaine dont il s'agit, avec les bâtimens qui s'y trouvent et qui forment la plus grande partie de ceux qui sont nécessaires à l'école, une somme de (sans intérêts). fr. 258,000 »

Les dépenses à faire pour approprier cette année les bâtimens actuels et construire plus tard une aile nouvelle, écuries, forges, cabinets, salles d'études, etc., etc., pour 250 élèves, seraient, d'après les plans et devis approximatifs de l'architecte, d'environ 180,000 »

Dont 50,000 seulement seraient employés cette année à l'appropriation, pour 170 élèves, des bâtimens existans actuellement. La dépense totale serait donc de 438,000 »

Au moyen de cette somme, le Gouvernement serait propriétaire de douze hectares de terrain, qui auront (dans trois ans) acquis une valeur beaucoup plus grande, par suite des améliorations qu'on y aura faites, et surtout par l'augmentation progressive du prix des biens-fonds près de Bruxelles, soit seulement le prix d'achat. 258,000 »

Il sera propriétaire également de tous les bâtimens qui auront été construits et dont la valeur est estimée à. 180,000 »

Ce qui ferait un total de fr. 438,000 »

ANCIEN PROJET

de construire les bâtimens de l'école dans la ville de Bruxelles.

Le Gouvernement aurait, pendant quinze ans, donné une somme annuelle de fr. 24,084 80 c^s, pour l'amortissement et le paiement des intérêts d'un emprunt de 500,000 francs destiné à élever des bâtimens, et la ville aurait donné le même subside; soit pour quinze ans la part du Gouvernement 361,272 francs.

Le Gouvernement étant chargé des dépenses annuelles de l'établissement, il aurait payé à la ville, suivant l'état approximatif ci-joint, une somme annuelle de 11,000 francs, pour droits d'entrée (octroi) des différentes denrées nécessaires à l'établissement.

Le Gouvernement ne posséderait, *en propriété*, ni terrains, ni locaux, ni bâtimens; le tout appartiendrait à la ville de Bruxelles. En outre, le Gouvernement ne posséderait ni prairies, ni terres, etc. Par conséquent, pas de véritable école *d'agriculture* pratique.

Après avoir montré les avantages qu'il y aurait, sous le rapport financier, à acquérir les biens dont il s'agit, et à y établir l'école vétérinaire et d'agri-

culture, il reste à examiner ceux qui peuvent en résulter pour la santé, l'instruction et la moralité des élèves.

Placés hors de la ville et à une certaine distance des habitations, jouissant d'ailleurs des avantages d'une grande étendue de terrain pour se livrer à divers exercices, les élèves sortiront beaucoup plus rarement de l'établissement, et seront ainsi éloignés des lieux publics et des occasions de désordre; ils seront moins sujets à la dissipation.

L'emplacement que l'on assignait dans la ville de Bruxelles aux nouveaux locaux de l'école, touche aux murs de l'hôpital général, ce qui présentait des inconvénients pour les deux établissemens.

Les terrains, acquis par le Gouvernement, sous la réserve de l'allocation des fonds, contiennent douze hectares en un seul bloc, et auxquels on peut ajouter plusieurs hectares de prairies en location à long terme; ces terrains serviront à mettre en pratique les leçons d'agronomie et d'économie rurale; l'on y démontrera les meilleurs procédés de la distillation, de la brasserie et de la fabrication du sucre de betteraves, etc., des pépinières d'arbres fruitiers et forestiers, bien dirigées, serviront aussi à étendre l'instruction des élèves.

Les prairies, comprises dans ces terrains, seront de la plus grande utilité pour la nourriture des animaux qui sont nécessaires à l'établissement et pour ceux qui y sont admis en traitement.

Tels sont les motifs qui ont déterminé le Gouvernement à adopter le projet actuel. Il y a urgence de commencer les travaux, pour que la nouvelle école vétérinaire et d'agriculture puisse être ouverte au mois d'octobre prochain. Nous vous prions donc, Messieurs, de ne pas différer l'examen et la discussion du projet de loi que nous avons l'honneur de vous présenter.

Bruxelles, le 11 mai 1836.

Le Ministre de l'Intérieur,

DE THEUX.

PROJET DE LOI.

Leopold ,

Roi des Belges ,

A tous Présens et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur ,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de présenter aux Chambres, en Notre Nom, le projet de loi dont la teneur suit :

Vu les contrats provisoires en date des 17 mars et 27 avril 1836, passés entre le Ministre de l'Intérieur et les sieurs Lyon et Verhulst Van Hoegaerde, relatifs à l'acquisition de divers terrains, destinés à une école vétérinaire et d'agriculture ;

Nous avons, de commun accord avec les Chambres, décrété et Nous ordonnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Un crédit de cent trente mille francs est ouvert au Ministère de l'Intérieur, pour payer, 1^o, la partie exigible en 1836, des prix portés dans les contrats précités ; 2^o, les frais de construction et d'appropriation des bâtimens nécessaires à l'école vétérinaire et d'agriculture.

ART. 2.

L'organisation de l'école, les conditions pour les examens à subir et pour l'obtention des diplômes, seront ultérieurement réglées par la loi. Il y sera provisoirement pourvu par le Gouvernement. La loi déterminera également les conditions à remplir pour l'exercice de l'art vétérinaire.

Donné à Bruxelles, le 11 mai 1836.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

DE THEUX.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

*ÉTAT APPROXIMATIF des droits de ville à payer par une École Vétérinaire
et d'Agriculture, établie à Bruxelles, pour 225 élèves.*

45,000 kilogr. de viande, pour 225 élèves, à 1 kilogr. par personne, pendant 200 jours de l'an, à 13 centimes le kilogr.	fr.	5,850	»
4,500 francs de poisson, à 25 centimes par jour, par personne, à 15 p. % de droit, pour 80 jours.		675	»
50,000 kilogr. de houille, à fr. 2 40 c. les 500 kilogr.		240	»
50 stères de bois à brûler, à 2 fr. le stère		100	»
20 hectolitres d'huile à 16 fr. l'hectolitre.		320	»
50 idem de charbon de bois à 50 centimes l'hectolitre		25	»
450 idem de bière à 4 fr. l'hectolitre.		1.800	»
30,000 kilogr. de foin à 12 fr. les 1,500 kilogr.		240	»
60,000 idem de paille à 8 fr. les 2,500 kilogr.		192	»
20,000 idem d'avoine à 70 centimes les 50 kilogr.		280	»
10,000 idem d'orge à 70 centimes les 50 kilogr.		140	»
Vinaigre, eau-de-vie, etc., pour les différens services		200	»
Objets imprévus.		938	»
TOTAL.		fr.	<u>11,000</u> »

*Devis pour l'appropriation des bâtimens destinés à l'installation de l'école
vétérinaire.*

200 mètres courans de fossé et digue à l'un 5 francs.	fr.	1,000 00
200 mètres courans de digue avec terre rapportée à 10 francs.		2,000 00
Fabrique actuelle à relever partie d'un étage, partie de deux et approprier.		

Maçonnerie.

Première partie 175 00×5 00×0 40=350 00	}	587 60
Deuxième partie 66 00×9 00×0 40=237 60		
Lesquels 587 60 mètres maçonnerie, à 15 00 francs	fr.	8,804 00

Charpente.

30 sommiers de 8 50×0 30×0 35=26.775	}	100 "
25 gittes de 78 00×0 10×0 15=29.520		
25 id. de 16 00×0 10×0 15= 6		
24 formes à l'une, 1 50. = 36		
Blocs guileppes, etc.		1.975
Lesquels 100 mètres charpente à 100 fr.	"	10,000 "
3 Escaliers ensemble 180 marches à 10 fr	"	1,800 "
2,720 m. □ plafond à 1 fr	"	2,720 "
2,720 m. □ planchers à 4 fr.	"	10,880 "
4,875 m. □ enduit à 50 centimes	"	2,437 50
72 Châssis neufs à 50 fr.	"	3,600 "
72 Châssis vieux à replacer et réparer	"	720 "
50 Portes neuves à 40 fr.	"	2,000 "
800 M. □ toiture à remanier.	"	800 "
200 Mètres courans, pendans et gouttières avec corniche simple à l'un, 8 fr.	"	1,600 "
20 Châssis de toit, à 30 fr.	"	600 "
700 Kilos gros fer à les $\frac{3}{4}$ 60 fr.	"	420 "
Corps de logis entièrement neuf mesurant 675 mètres à 160 fr.	"	108,000 "
48 Mètres □ aubettes, à 150 fr.	"	7,200 "
Pour appropriation de l'amphitéâtre avec chapelle, réinstallation des forges et des salles de dissection	"	21,100 "
TOTAL.	fr.	<u>185,081 50</u>

NB. L'achèvement de la propriété de M. Lyon paraît pouvoir être compensé par les matériaux à reprendre au local actuel.

PROCÈS-VERBAL D'EXPERTISE.

L'an mil huit cent trente-six, le vingt-cinq du mois de mars, je soussigné, Jean-Baptiste De Roy, géomètre-expert, demeurant Boulevard du Régent, n° 13, à Bruxelles, dûment patenté, déclare avoir expertisé, à la demande de Monsieur le Ministre de l'Intérieur, deux propriétés situées sous la commune d'Anderlecht, l'une une fabrique et sept hectares et demi de prairie, appartenant à M. Verhulst Van Hoegaerden, aboutissant : 1° au chemin de ronde de la ville; 2° la rivière la Senne; 3° M. Van Hoegaerden; 4° M. Heussling; 5° avec une sortie à la chaussée de Bruxelles à Mons; 6° la veuve Boyau et autres; 7° M. Lyon; 8° M. le comte de Ribaucour; 9° la veuve Mayné. La partie de cette propriété qui longe le chemin de ronde de la ville est d'une valeur plus élevée que le restant. J'en ai pris la valeur moyenne à raison de seize mille fr. l'hectare, faisant la somme de fr. 120,000 »

Les bâtimens de la fabrique et autres.	70,000 »	} 190,000 »
--	----------	-------------

L'autre propriété est à M. Lion, elle consiste en trois bonniers, quatre-vingt-dix-sept perches, quatre-vingt-dix aunes de prairie avec jardin, maison et écuries. Considérant la situation, j'ai aussi estimé le fonds à fr. 63,000 »

Les bâtimens à la somme de	12,000 »	} 76,100 »
--------------------------------------	----------	------------

Les arbres essence ormes à	1,100 »	} 76,100 »
--------------------------------------	---------	------------

Total. fr. 266,100 »

Ensemble la somme de deux cent soixante six mille cent francs.

De tout quoi j'ai rédigé le présent procès-verbal, les jours, mois et an que dessus.

J.-B. DE ROY.

CONVENTION CONDITIONNELLE.

Les soussignés, Ministre de l'Intérieur, d'une part, stipulant pour et au nom de l'État,

Et *Nicolas Joseph Verhulst Van Hoegaerde*, manufacturier, demeurant à Bruxelles, d'autre part, agissant comme propriétaire,

Sont convenus de ce qui suit :

M. Verhulst Van Hoegaerde vend à M. le Ministre de l'Intérieur, pour l'établissement de l'école vétérinaire et d'agriculture, sa *propriété*, située à Cureghem, sous Anderlecht, consistant en sept hectares, quarante-quatre ares, dix-neuf centiares (contenance garantie par lui, le plus, s'il y en a, restant au profit de l'État) de prairies, bornées à l'est par la Senne et traversées par la petite Senne, avec tous les bâtimens quelconques, arbres et plantations qui s'y trouvent, et ce, sauf les ustensiles, machines, chaudières, servant actuellement à la fabrication de toiles peintes; plus, tous les droits qui y sont attachés, moyennant une somme de *deux cent mille* francs, que M. le Ministre de l'Intérieur s'engage à lui faire payer comme il suit, savoir :

Cinquante-un mille francs, dans le courant de l'année mil huit cent trente-six; *quatre-vingt-cinq mille* francs, avant le premier février mil huit cent trente-sept, et *soixante-quatre mille* francs, avant le premier février mil huit cent trente-huit.

Toutefois, si ces paiemens ne pouvaient avoir lieu aux époques ci-dessus déterminées, alors le Gouvernement serait tenu de payer à M. Verhulst, un intérêt annuel de quatre pour cent, à partir de ces époques.

Moyennant ces paiemens, M. Verhulst devra garantir le Gouvernement contre toute charge et servitude autre que le droit de sortie qu'ont les propriétaires voisins, par le chemin de décharge donnant sur la chaussée de Hal, sur ladite propriété, dont le Gouvernement entrera en jouissance en mil huit cent trente-six, à partir du jour où la première partie du prix stipulé, ou cinquante-un mille francs, aura été payée.

La présente convention est conditionnelle et ne recevra aucun effet, dans le cas où la Législature n'allouerait pas les fonds nécessaires pour en acquitter le prix.

Le présent acte, fait en double, à Bruxelles, le vingt-sept avril mil huit cent trente-six, sera passé en forme authentique, immédiatement après l'allocation par la Législature, du crédit nécessaire pour le paiement de la première partie du prix de vente qui y est faite.

AUTRE CONVENTION CONDITIONNELLE.

Le Ministre de l'Intérieur, d'une part, stipulant pour et au nom de l'État, et M. Lion (Gabriel-Germain), stipulant en qualité de propriétaire, d'autre part, sont convenus de ce qui suit :

Dans le cas où l'acquisition *conditionnelle*, faite par M. le Ministre de l'Intérieur, pour le compte de l'État, à l'effet d'y placer l'école vétérinaire et d'économie rurale, de la propriété de M. Verhulst Van Hoegaerde, située à Cureghem, sous Anderlecht, se réalise, c'est-à-dire, soit approuvée par la Législature, par l'allocation des fonds nécessaires pour en payer le prix, alors M. Lion s'engage, par le présent, 1^o, à livrer au Gouvernement, représenté par M. le Ministre de l'Intérieur, toute sa propriété située audit Cureghem, avec toutes les constructions et bâtimens qui s'y trouvent, sans aucune exception, et les droits quelconques qui y sont attachés ou inhérens, contenant environ quatre hectares et demi; 2^o, à céder le parfait de son bail de toutes les prairies qu'il occupe audit Cureghem, contenant environ quatre hectares et demi, avec cession ou vente des constructions quelconques, portes d'entrée, etc., que ledit sieur Lion y a fait construire; cette double cession de sa propriété et de son bail est faite par M. Lion moyennant la somme de *cinquante huit mille francs*, payable une moitié dans le mois à partir du jour qui suivra la date de l'acte en duc forme, qui sera fait de la présente vente et cession de bail, et l'autre moitié dans le mois qui suivra l'adoption du Budget de l'exercice 1837. Toutefois, si ce second paiement ne pouvait s'effectuer avant le premier février mil huit cent trente-sept, alors le Gouvernement serait tenu à payer un intérêt de quatre pour cent, à partir de cette dernière époque.

L'entrée en jouissance comme le contrat définitif, devront avoir lieu avant le vingt mai prochain, si à cette époque la Législature s'est prononcée.

Fait en double, à Bruxelles, le dix-sept mars mil huit cent trente-six.